
Conseil économique et social

Session de fond de 2005

11e séance

Déclaration liminaire

La Présidente de la République de la Finlande, S.E. Mme Tarja Halonen, s'adresse au Conseil.

Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies : progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir. [2]

Le Conseil commence l'examen du point 2 de l'ordre du jour en entendant une déclaration liminaire du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales.

Des déclarations sont faites par S.E. M. Delano Franklyn, Ministre d'État, Ministère des affaires étrangères de la Jamaïque (au nom du Groupe des 77 et de la Chine); S.E. M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la coopération pour le développement et des affaires humanitaires du Luxembourg (au nom de l'Union européenne; des pays adhérents, la Bulgarie et la Roumanie; des pays candidats, la Turquie et la Croatie; et de pays du Processus d'association et de stabilisation et candidats potentiels, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro, ainsi que de l'Ukraine et de la République de Moldova); S.E. Mme Sri Mulyani Indrawati, Ministre de la politique nationale de développement de l'Indonésie; S.E. M. Rafael Correa, Ministre de l'économie et des finances de l'Équateur; S.E. Mme Brigitte Girardin, Vice-Ministre du développement et de la coopération de la France; S.E. M. Hamadi Ould Meimou, Commissaire général aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration de la Mauritanie; S.E. M. Armand De Decker, Ministre de la coopération pour le développement de la Belgique; et S.E. M. Bruce Billson, Secrétaire parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce de l'Australie.

Table ronde sur l'emploi pour la croissance

La table ronde est présidée par S.E. M. Jaime Moncayo, Représentant permanent de l'Équateur, qui ouvre la séance et formule des observations liminaires.

L'animateur, M. Ezra Suruma, Ministre des finances, de la planification et du développement économique de l'Ouganda, fait aussi une déclaration liminaire.

Des exposés sont faits par les trois participants : M. José Antonio Ocampo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales; Mme Odile Quintin, Directrice générale de l'emploi, des affaires sociales et des égalités des chances de la Commission européenne; et Mme Jane Stewart, Directrice exécutive adjointe du Secteur de l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Des interventions sont ensuite faites par les représentants de la Jamaïque et du Nicaragua, ainsi que par les représentants du Venezuela et du Botswana.

Le représentant de la Fédération internationale des centres sociaux et communautaires, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social, fait une déclaration.

Les participants répondent aux observations et aux questions soulevées.

Le Président formule des observations finales.

12e séance

Discours liminaire

S.E. M. Gérard Latortue, Premier Ministre d'Haïti, s'adresse au Conseil.

Examen ministériel des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de 2003 du Conseil

Le Président du Conseil ouvre l'examen ministériel des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de 2003 du Conseil.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial ouvrent le débat.

Le Conseil entend des exposés de S.E. M. Zina Adrianarivelo-Razafy (Madagascar); Mme Carol Kramer-LeBlanc, Millennium Challenge Corporation; M. Stefano Manservigi, Directeur général, Direction générale pour le développement de la Commission européenne; et S.E. M. Abdoul Aziz Sow, Ministre du NEPAD, de l'Intégration économique africaine et de la politique de bonne gouvernance du Sénégal (au nom du NEPAD).

Une déclaration est faite par le représentant de la République dominicaine.

Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture fait une déclaration.

Le représentant de la Coalition internationale pour l'accès à la terre fait une déclaration.

Le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA) résume le débat.

Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies : progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir. [2]

Des déclarations sont faites par S.E. M. Rogatien Biaou, Ministre des affaires étrangères du Bénin; S.E. M. Peter Anyang' Nyong'o, Ministre de la planification et du développement national du Kenya; S.E. M. Mustapa Mohamed, Ministre au Département du Premier Ministre de la Malaisie; S.E. M. Edga Maokola Lowasa, Ministre responsable de l'élimination de la pauvreté de la République-Unie de Tanzanie; S.E. M. Eugène Camara, Ministre de la planification de la Guinée; S.E. M. Ezra Suruma, Ministre des finances, de la planification et du développement économique de l'Ouganda; S.E. M. Mukhtar Shehu Shagari, Ministre des ressources en eau du Nigéria; S.E. M. Helmut Angula, Directeur général de la Commission nationale de la planification de la Namibie; S.E. M. Jan Truszczyński, Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la Pologne; S.E. M. Sorajak Kasemsuvan, Vice-Ministre au Bureau du Premier Ministre de la Thaïlande; S.E. M. Jan Winkler, Premier Ministre adjoint, Ministère des affaires étrangères de la République tchèque; S.E. M. Oskaras Jusys, Sous-Secrétaire, Ministère des affaires étrangères de la Lituanie; S.E. M. Serge Chappatte, Chef de la coopération pour le développement multilatéral du Bureau du développement et de la coopération, Ministère des affaires étrangères de la Suisse; S.E. M. Henri Raubenheimer, Directeur du développement économique, Département des affaires étrangères de l'Afrique du Sud; S.E. M. Eduardo J. Sevilla Somoza, Représentant permanent du Nicaragua; et S.E. Mme Fekitamoeola 'Utoikamanu, Représentante permanente des Tonga.

Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) fait une déclaration.

Les représentants des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social suivantes font des déclarations : Conférence des organisations non gouvernementales (CONGO); Droit à l'énergie SOS futur; et Istanbul International Brotherhood et Solidarity Association.